

Racines de l'Europe et religion(s) :
Abraham comme l'un de nos Pères Fondateurs ?

Ces dernières années, un débat fort a agité l'ensemble de l'Union Européenne : peut-on dire, et inscrire dans un grand traité ou une Constitution, que l'Europe a des racines chrétiennes ? A première vue, on peut se demander l'intérêt d'un tel débat. Car en effet, sur cette question, l'UE apparaît comme le mendiant se demandant si ses convictions théologiques lui permettent de quémander sa pitance le Jour du Seigneur : l'Europe, pour l'instant, est faible. Elle a la possibilité de la puissance, mais comme tout cancre a une potentialité de premier de la classe. L'Europe n'inspire pas la confiance de beaucoup de citoyens européens, qui jugent la construction européenne peu démocratique, pas assez transparente. Enfin, face à la Chine, à la Russie, peut-être dans quelques décennies à l'Inde, et bien sûr, face au cousin américain, l'Europe semble d'une impuissance accablante.

Mais le débat des racines n'est pas trivial, comme on pourrait le croire. L'Europe a besoin d'être solide sur ses racines. Elle a besoin de savoir d'où elle vient, d'affirmer avec force une identité différente de celle de simple groupe de démocraties (car dans ce cas pourquoi ne pas faire partie d'un grand groupe occidental dominé par Washington, entre grand marché et groupe de pression démocrate international ?) ou de groupe économique vaguement teinté d'esprit humaniste (car dans ce cas nous aurons en 2100 un Europe allant de Vladivostok à Pretoria, ce qui serait un véritable facteur d'impuissance). Les racines de l'Europe, c'est ce qui doit lui donner sa Vision pour l'avenir, ce qu'elle compte proposer à la communauté internationale pour se rendre indispensable, ce qu'elle doit donner à ses peuples pour que ces derniers se sentent totalement patriotes européens. Mark Twain¹ disait que le patriotisme, c'est de soutenir son pays à tout moment, et son gouvernement uniquement quand il le mérite. Il nous faudra sans doute quelques temps avant d'avoir des institutions européennes à la hauteur de ce que veulent les peuples. Après tout, ce n'est pas toujours un exercice facile : la France, par exemple, en est à sa Cinquième République, et deux des trois principaux candidats à la présidentielles de 2007 ont évoqué l'idée d'en instaurer une Sixième ; si les Etats-Unis n'ont pas changé de constitution, elle a été amendée, et aujourd'hui encore, des personnes éminentes questionnent son ouverture démocratique². Mais ce qui permet d'être patriote envers un Etat-nation, ou une Union d'Etats comme les Etats-Unis ou, dans un autre registre



peut-être, l'UE³, ce n'est pas l'institution, mais c'est ce que l'Etat ou l'Union d'Etats incarne. Et l'incarnation de grandes idées pour l'avenir vient des racines, du passé tel qu'il est analysé, repensé, et parfois occulté. C'est pourquoi les Etats-Unis sont le pays de l'exceptionnalisme, de la fierté patriotique, parfois à outrance, parfois productive et optimiste : parce que depuis sa naissance, cette République se voit comme la nouvelle Sion, détachée de la corruption et des persécutions religieuses de l'Ancien Monde, appuyée sur la Foi en l'Homme et en sa supériorité morale. Pour que l'Europe soit une Puissance digne de ce nom, pour aider l'Union à devenir la superpuissance qu'elle devrait être avec un soutien fort et réel de la grande majorité de ses peuples, pour le plus grand bien de la communauté internationale, il nous faut penser nos racines.

Notre proposition dans ce débat peut se résumer ainsi : l'Europe ne doit pas mettre de côté son passé chrétien. Néanmoins, la présenter comme uniquement chrétienne, c'est oublier une partie de son Histoire, et manquer une occasion de donner à l'Europe les moyens d'une Superpuissance.

Une Europe historiquement chrétienne...

L'Europe a, bien entendu, des racines chrétiennes. N'en déplaise aux laïques les plus durs, une grande partie des territoires destinés à entrer dans l'Union ont été marqués par l'esprit de la Chrétienté, par la conversion souvent imprégnée de l'esprit de la Rome nouvellement chrétienne pendant l'Antiquité tardive. Cette conversion, en dehors du bassin méditerranéen, a donné à l'Europe du Nord et de l'Est un esprit de civilisation en commun. De l'Irlande jusqu'aux confins de l'Union, il est difficile de comprendre les artistes européens sans un minimum de culture chrétienne. Conserver cette culture dominante de l'Europe occidentale et centrale depuis des générations est donc une obligation intellectuelle pour les Européens. Or il y a clairement un manque de culture religieuse dans notre Europe sécularisée, entre séquelles du communisme soviétique à l'est et libération des mœurs à l'ouest. Deux types de religiosité semblent bien implantés en Europe aujourd'hui : une approche de type « évangélique », superficielle en termes culturels et théologiques, se fondant uniquement sur l'affirmation d'une identité chrétienne sans connaissances des Ecritures, par des populations qui veulent se donner une identité ; et une approche fondée sur la peur, notamment face au renouveau islamique, et qui s'associe souvent à un esprit fortement chauvin. Ces cas s'apparentent d'ailleurs à ceux que l'on retrouve dans les pays musulmans avec des groupes

fondamentalistes durs mais non violents : ce type d'approche entraîne une lecture bigote et appauvrie de la religion. Dans les deux cas évoqués, on a de toute façon une vision intellectuelle « light » et réduite, qui ne permet pas aux Européens d'appréhender leurs racines culturelles chrétiennes, et qui peut être facteur de tentations sectaires, de tensions entre communautés. Ces tensions, liées à un manque de connaissance des racines chrétiennes de l'Europe, ne peuvent qu'être dommageables à l'UE. *La préservation d'une connaissance culturelle de la religion et de son Histoire en Europe est non seulement un devoir d'identité, mais aussi un choix affectant la sécurité de l'Europe à venir, qui doit tout faire pour éviter de funestes tensions culturelles de type « choc des civilisations » interne.* C'est pourquoi il serait bon que des cours d'Histoire de culture religieuse, ou plutôt des Cultures religieuses européennes, les mêmes sur l'ensemble de l'Union, permettent à la jeune génération d'aborder cet héritage dans un esprit apaisé, pour comprendre et apprécier leur patrimoine, et non dans un esprit de Croisade sans fondements.

Mais ici, nous parlons bien d'une culture religieuse, avec sa part d'Histoire, de politique, et de tradition familiale, pas de ferveur religieuse. Car quand on évoque racines chrétiennes de l'Europe, il s'agit moins de théologie que d'un héritage culturel, intellectuel, tout au plus spirituel et identitaire. Cela peut sembler contradictoire avec les faits : en effet, 27,6% des Français se proclament athées, mais une majorité, 64%, se dit toujours catholique⁴. Toutefois, entre se dire catholique et être un véritable pratiquant, il y a un pas que la grande majorité des catholiques européens ne franchit pas. Comme le démontre une étude CSA – La Croix du 24 décembre 2004, si on considère croyant un catholique allant à la messe une fois par semaine, ou au moins une fois par mois, 12,8% des croyants seulement sont des pratiquants. L'écrasante majorité ne va plus à la messe que pour les grandes fêtes ou seulement quelques rares fois dans l'année (70,8%). Quand un sondage Sofres – Le Pèlerin de février 2005 demande à l'échantillon représentatif des catholiques français sélectionnés comment ils ont vécu leur foi sur les dernières semaines, seulement 5% ont lu la Bible, et 58% n'ont tout simplement rien fait qui soit associable à la religion. Si l'Europe a des racines chrétiennes, ce n'est donc guère que par son Histoire, on ne peut plus parler d'un authentique phénomène de masse. Cela rejoint les observations sur la foi telles qu'évoquées plus haut, et donne à l'idée de cours d'Histoire des Cultures religieuses encore plus de sens. Car si la majorité se proclame encore chrétienne, le sens d'une telle proclamation, et la richesse culturelle qu'elle est sensée impliquer, comme la connaissance de la Bible, est tout simplement occulté pour l'immense majorité. Pour que cet héritage soit véritablement compris, et ne soit l'objet

d'aucune manipulation politique, l'Europe se doit de le protéger par une transmission du savoir.

...mais, plus encore, abrahamique

Mais ici, il faut aller encore plus loin. En effet, nous n'avons pas un héritage, mais des héritages. *Le judaïsme et l'Islam, encore une fois dans une logique historique et culturelle, ont leur place dans l'Héritage européen.*

Tout d'abord, le judaïsme. Cette religion est dans notre héritage européen pour plusieurs raisons. Avant tout, parce que les communautés juives sont une minorité qui a toujours été présente en Europe. Ils ont participé à son façonnement intellectuel, à ses entreprises, à ses aventures humaines. Le christianisme a toujours été majoritaire, mais il serait stupide de faire aujourd'hui avec les religions, ou, plutôt, encore fois, avec les cultures religieuses, ce qui a été fait dans le passé avec les nationalités, c'est-à-dire en affirmer toujours une seule au détriment des autres. D'autant plus que dans le cas du judaïsme, l'Europe se trouve face à elle-même, et aux moments les plus sombres de son Histoire. Bien sûr ici, on pense à l'Holocauste, une horreur ayant mis l'Europe toute entière face aux conséquences de son racisme. Les pays européens n'avaient jusqu'alors pas souffert directement des terribles conséquences de la croyance dans les inégalités raciales, lesdites conséquences s'appliquant à de lointaines colonies africaines et asiatiques. Cela devrait être suffisant pour nous alerter contre le désir de ne voir que des racines chrétiennes pour l'Europe. L'Holocauste n'est pas apparu sans causes profondes, causes racistes, de rejet de l'Autre, qui se sont retrouvés dans toute l'Histoire européenne. La Chrétienté, contrairement au monde musulman, ne peut en effet se vanter d'avoir été tolérant face à ses minorités sur le temps long dans son Histoire. Les attaques contre les Juifs, d'agressions en pogroms, ont été légion sur le continent. Elles ont été le fait d'Européens contre d'autres Européens, qui ont contribué à l'enrichissement de l'Europe, qui se sont battus pour l'Europe, notamment pour des valeurs que nous voudrions européennes, de liberté et de respect des droits humains. Avec un tel passé, il serait donc curieux, aujourd'hui, de ne pas prendre en compte cette minorité et sa culture religieuse dans nos racines européennes. L'Europe, c'est avant tout une réaction aux horreurs de la Deuxième Guerre mondiale, et de ce qui l'a engendré : ce point devrait être pris en compte dans le débat.

Mais l'Europe n'est pas uniquement judéo-chrétienne, elle est plus largement abrahamique. On imagine ici le haussement d'épaules du cynique, qui considère qu'à accepter les trois religions monothéistes, on dilue l'identité culturelle et religieuse européenne. Mais très souvent, ce cynisme est associé à une méconnaissance de l'Histoire et à un refus d'ouverture qui a fait l'une des faiblesses de l'Europe jusqu'à nos jours. L'Espagne a connu un âge d'or sous une direction musulmane, et avec une population multi-religieuse mais culturellement islamisée et arabisée dans sa grande majorité, une époque qu'on ne peut pas considérer comme une parenthèse, sachant qu'elle débute en 711 et s'achève en 1492. Ce pays, comme le royaume arabo-normand de Sicile⁵, ont offert à l'Europe des apports non négligeables, qui ont permis au continent à se dégager de l'esprit du Moyen-Âge : les progrès en techniques d'irrigation, en géographie, en cartographie, et en mathématiques (ce sont des travaux essentiels de Muhammad Ibn Musa al-Khwarizmi, mathématicien persan largement diffusé en Europe à partir de la Sicile et de l'Espagne musulmane, qui sont à l'origine de notre mot « algèbre »), entre autres. L'Islam n'est pas simplement une part du passé intellectuel de l'Europe, c'est une réalité humaine, de notre Histoire, comme de notre présent. L'Empire ottoman a laissé derrière lui des territoires à forte concentration musulmane (Bosnie, territoires albanais) et des minorités musulmanes un peu partout en Europe du Sud-est. Par ailleurs, si on connaît les exactions commises au nom du Sultan contre les populations chrétiennes de la zone, on se rappelle moins les horreurs imposées aux populations musulmanes européennes. Sur ce point, les puissances occidentales de l'époque ont préféré se voiler la face, malgré les massacres commis. Ainsi, les troupes russes et les bandes armées bulgares (chrétiennes) ont, pendant la guerre turco-russe de 1877-1878, attaqué avec intention de tuer toute population civile musulmane à leur portée. Les horreurs perpétrées à l'époque étaient connues par les consulats européens et les principaux journaux occidentaux de l'époque. De nombreux journalistes européens, notamment anglais, ont fortement protesté contre l'attitude des soldats russes qui tuaient femmes (après de multiples viols) et enfants, et qui volaient les réfugiés jusqu'à les dépouiller de leurs vêtements. Mais leurs lettres de protestation n'ont pas su émouvoir les puissances européennes. La conséquence de ce nettoyage non pas ethnique mais culturo-religieux est impressionnant : en 1879, on est passé en Bulgarie d'au moins, au bas mot, 1 500 000 Bulgares musulmans, à 672 000 âmes. 13% de la population cible a été exterminée, et 34% était devenue réfugiée⁶. De même, pendant les guerres balkaniques de 1912-13, les forces européennes (Grèce, Bulgarie, Monténégro, Serbie) ont éliminé 62% de la population musulmane dans ce qui restait de la Turquie européenne⁷. Comme on peut le constater, toutes les haines européennes n'ont pas été

uniquement ethniques, elles ont également été culturelles et religieuses, et ont abouti à de macabres conséquences. Alors que l'Europe d'aujourd'hui se doit d'intégrer de nouvelles populations musulmanes, issues des anciennes colonies européennes, oublier ce passé d'échanges glorieux mais aussi de massacres et de haine ne semble pas judicieux.

La responsabilité du savoir : pour l'organisation de cours d'Histoire des cultures religieuses européennes à l'échelle de l'Union

Ici encore, non seulement la reconnaissance des racines abrahamiques, mais aussi l'institution de cours à l'échelle européenne, est d'une importance cruciale. Dans l'Histoire, il y a rarement un camp du « Bien » et un camp du « Mal ». Les massacres, les haines religieuses et culturelles, n'ont pas été que le seul fait des Européens, il suffit de se rappeler de la tragédie vécue par les populations arméniennes de l'ancien Empire ottoman pour s'en convaincre. En aucun cas, ces cours ne doivent amener les Européens à battre continuellement leur coulpe. *Il ne s'agit pas d'inculquer la culpabilité aux jeunes générations, mais un sens de responsabilité pour le futur de l'Europe.* On sait que ce qu'on appelle « le racisme ordinaire », racisme autant ethnique que culturo-religieux, contre les Juifs, les Arabes, les Turcs, ou les Africains, est monnaie courante, et risque de le rester. On ne peut rien faire contre ce point : dans l'Histoire, on n'a jamais connu de population sans sentiment xénophobe, ou au moins de méfiance contre les minorités. Ce qui est plus dangereux, c'est lorsque ce rejet se rationalise et s'inscrit dans un projet politique. Quand il amène justement à voir les minoritaires comme le Mal suprême, et la culture de la majorité comme représentative du Bien par excellence. Cette approche a donné les exactions historiques contre les minorités religieuses en Europe, jusqu'aux horreurs que l'Histoire a répertorié. On a souvent tendance à séparer artificiellement les haines du passé et celles du 20^{ème} siècle, qui auraient été d'abord raciales. On oublie trop souvent que ces dites haines raciales, si elles ont suivi la « mode » scientifique de l'époque, n'en n'ont pas pour autant mis de côté la critique culturelle, voire religieuse, de l'Autre. Entre le 19^{ème} et le 20^{ème} siècles, nous n'avons que trop vu ce que cette façon de concevoir le monde implique. Mais les souvenirs des intolérances conduisant aux massacres s'estompent avec le passage d'une génération à une autre. Et celui qui n'a que ces haines en tête, et non plus les massacres et les guerres qu'elles ont déclenchés, pourrait ne pas voir d'objection à commettre les mêmes erreurs morales que certains de nos ancêtres. C'est un cliché que de dire que celui qui ne connaît pas l'Histoire est condamné à la revivre. Mais ce cliché n'en est pas moins vrai. L'idée du cours d'Histoire comme lieu privilégié de lutte

contre ces haines pour le plus grand bien de l'Europe et de ses intérêts n'est en soi pas si original. Il ne fait que s'inspirer du projet des jeunes franco-allemandes qui, en 2003, ont donné l'impulsion pour la production d'une livre d'Histoire franco-allemande, pour les lycées des deux côtés du Rhin, dans les langues respectives des pays. La proposition d'un cours sur les Cultures Religieuses d'Europe va dans le même sens. Les oppositions culturo-religieuses sont un danger pour la sécurité européenne et pour l'ordre public des nations dans l'Union. Le retour des haines du passé serait bien sûr catastrophique pour l'UE, comme un retour des incompréhensions et des tensions entre Français et Allemands. Nous nous devons donc de lutter pour éviter de tels problèmes aux générations futures. Et pour cela, l'éducation est la clé.

Par ailleurs, l'Europe, si elle désire véritablement être porteuse d'espoir dans les relations internationales, si elle veut peser dans les affaires du monde, doit montrer qu'elle n'est plus la puissance impérialiste du 19^{ème} siècle. Elle doit montrer son meilleur visage, mettre en avant le meilleur d'elle-même, car la Puissance, c'est aussi ce qu'on obtient quand une grande partie de l'opinion publique internationale ne vous est pas hostile. Quand un pays du Sud considère que ses meilleurs enfants peuvent venir étudier en Europe sans avoir à craindre le racisme et les relents colonialistes du passé, il est plus à même de suivre l'UE dans ses choix de politique internationale, ou de donner ses faveurs commerciales à l'Union. Si une nouvelle version du « melting pot », notamment du melting pot culturel, s'impose comme idéal européen, on verra les meilleurs esprits être attirés par l'Europe, se sentir naturellement proches des valeurs d'humanisme, d'ouverture et de responsabilité de cette Union, vouloir travailler avec elle, voire même travailler pour elle. L'Europe aura besoin de ces compétences, de ces sympathies, de ces soutiens, pour conquérir une place de Superpuissance. La Puissance, c'est bien sûr une armée, la sécurité énergétique, un milieu universitaire à la pointe des innovations, autant technologiques qu'intellectuelles. Mais c'est aussi, aujourd'hui, la conquête de l'opinion publique internationale (OPI). Et elle n'est pas comme les corps diplomatique : l'OPI reconnaît l'hypocrisie d'une nation ou d'un groupe de nations sur les valeurs quand elle la voit. Elle aura tendance à s'opposer au fort qui oubliera les valeurs humaines fondamentales. Et cette opinion publique n'est pas dénuée de moyens de pression : en démocratie, elle peut décider de soutenir celui ou celle qui ira dans son sens sur certaines questions, y compris quant aux relations avec d'autres nations ou Unions ; dans une dictature, le dirigeant local choisira souvent de suivre son opinion publique sur ce en quoi cette dernière croit fortement pour mieux préserver son pouvoir. Dans tous les cas donc, l'Union



Européenne doit se préoccuper d'OPI, car conquérir les cœurs et les esprits est, définitivement, un facteur de puissance.

Abraham peut donc, avec d'autres, devenir un des Pères Fondateurs de l'Europe. Il est bien sûr représentatif de notre héritage culturel et religieux multiple. Mais il est aussi un atout dans la course à la superpuissance que l'Europe a les moyens de gagner dans les décennies à venir. Ici, le prix à payer est loin d'être insurmontable, car il s'agit également de promouvoir la connaissance du passé européen, d'éviter sa manipulation politique, et d'aider les citoyens européens de toute religion à se sentir chez eux dans l'Union. Reconnaître la culture religieuse abrahamique comme l'un des piliers de notre Histoire, à côté d'autres piliers (l'Héritage grec, la Rome antique, les Lumières, les horreurs des deux Guerres mondiales, et le souvenir de l'Holocauste et des totalitarismes brun et rouge), nous offrira également l'avantage d'un point commun avec une entité alliée et très proche, notre voisin méditerranéen, avec lequel l'Histoire, la géographie, et nos intérêts, nous amèneront à développer des relations de plus en plus proches pendant ce 21^{ème} siècle.

Didier CHAUDET
Analyste politique pour Euro-Power

¹ Ecrivain américain, 1835-1910.

² Voir à ce sujet l'ouvrage intéressant et provocateur de Robert A. Dahl, *How Democratic Is the American Constitution ?*, New Haven – Londres : Yale University Press, 2002, 198 pp.

³ Ici nous ne prenons pas le parti du fédéralisme, du confédéralisme, ou d'une Union forte entre Etats-nations aux larges prérogatives. L'UE se doit de choisir pour elle-même ce qui peut lui apporter la puissance, sans avoir un modèle respecté de façon religieuse à l'esprit.

⁴ Stéphanie Le Bars, « Si le catholicisme reste la religion la mieux établie dans l'Hexagone, 27,6% des Français se déclarent athées », *Le Monde*, 2 mars 2007

⁵ Nous parlons ici de la période allant du début de la conquête musulmane () à la fin de la suzeraineté des Hohenstaufen en 1266. La période de la « Sicile normande » fut marqué par la tolérance des seigneurs chrétiens, qui ont montré une grande admiration pour la civilisation musulmane, et qui ont compté dans leur administration autant des Grecs, des Anglais, que des Arabes.

⁶ Pour plus de détails sur ce sujet, voir Justin MacCarthy, *Death and Exile : The Ethnic Cleansing of Ottoman Muslims*, Princeton, NJ : The Darwin Press, 1995, chapitres 3 et 4.

⁷ Idem, chapitre 5.